

## **PROGRAMME DU PARTI**



**FRONT PATRIOTIQUE  
FPJD - IHSANI**

## I- PRESENTATION

Ce programme politique de notre Parti est la synthèse des actions sociales que celui-ci compte entreprendre lorsqu'il parviendra au contrôle du pouvoir exécutif de l'Etat.

### 1 - DÉFINITIONS ÉLÉMENTAIRES

Rappelons la signification de certains vocabulaires élémentaires que nous utiliserons amplement dans ce texte, à l'intention des militants de base, peu initiés dans la théorisation de certains faits et raisonnements à caractères sociologiques et politiques, il s'agit des mots "social, politique, culture et économie"

- Le mot "**social**" qui sera plusieurs fois utilisé dans ce document, signifie au-delà de son caractère limitatif communément conçu comme relatif uniquement à la famille et à la santé. Dans ce cas-ci il fait à tout ce qui est en rapport avec la société et plus particulièrement, ce qui est nécessaire à la société pour vivre correctement. La culture, la politique et l'économie sont les trois principales dimensions de toute société et qui la font émerger. Et toute crise au niveau d'une de ces dimensions peut être qualifiée de crise sociale.

- La **Culture** représente le développement des facultés intellectuelles, il peut être parlé de la culture de l'esprit comme l'on parlerait d'une culture agricole, c'est à dire planter, labourer, arroser, etc. pour produire ou obtenir ce que son cultivateur souhaite. Par Culture il peut être entendu un ensemble des connaissances acquises par un individu. C'est ainsi qu'une Communauté peut être culturellement, économiquement ou politiquement plus développée qu'une autre.

Elle peut être définie comme un ensemble d'activités soumises à de normes historiquement différenciées ou un ensemble des modèles de comportement transmissibles par l'éducation et propres à une Communauté donnée.

Ainsi, la culture peut être enseignée à un nombre de personnes plus ou moins grand, en fonction de l'existence ou non de la volonté de rehausser le niveau général de la Communauté.

Aujourd'hui, la télévision, la radio et les réseaux sociaux sont des canaux de diffusion très rapide des messages multidimensionnels et de grande portée. Il y a plus d'un siècle l'enseignement de la culture se faisait de manière sélective et très lente, aujourd'hui avec l'évolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication cet enseignement a pris une longue portée avec tous ses corollaires.

Chaque Société ou Communauté possède à sa propre culture bien que celle-ci ait toujours des emprunts résultats de brassage inter et intra sociétal. Plusieurs Communautés voire toutes les Communautés peuvent avoir certains objectifs semblables: recherche et sauvegarde de la pudeur, de l'hospitalité, de l'entraide, de la paix, etc. Par ailleurs certaines Communautés privilégient la possession des richesses sous certaines formes plutôt que sous autres formes, d'autres communautés cultivent le désir de richesse capable de leur assurer un contrôle militaire sur d'autres communautés. Etc.

Une culture peut punir plus durement qu'une autre le vol, le viol, le mensonge, le fait de laisser son père et sa mère dans le dénuement, etc.

- **La Politique** est le cadre de conception des dispositions juridiques qui guideront les membres de la Communauté dans leurs actions destinées à réaliser leurs objectifs.

La politique définit les règles de jeu dans le processus de production et dans la vie quotidienne. Ainsi c'est le cadre de la gestion des affaires publiques d'un État et de la lutte légale entre les partis pour accéder au Pouvoir.

C'est aussi la manière de gouverner et d'organiser une Communauté. Il ne serait pas erroné de dire que la politique est l'art et la conduite calculée pour atteindre un but social précis.

- **L'Economie** est le terrain d'actions concrètes et finales. C'est la science sociale qui étudie la production, la répartition, la distribution et la consommation des richesses d'une société.

L'économie d'une Communauté peut être fermée ou ouverte, dynamique ou statique, selon le degré de ses échanges avec les autres communautés. Ainsi la Communauté peut laisser chaque membre agir comme il le désire ou comme elle peut préférer orienter, régulariser et contrôler les activités de productions des biens et des services de tous ses membres selon un schéma qu'elle s'est établi.

En résumé la Culture dicte les objectifs d'une communauté, tandis que la Politique prene les dispositions juridiques fixant les règles du jeu. Par ailleurs l'Economie met en compétition différentes stratégies d'organisation et de production des biens et des services.

Après cette brève vue générale, l'objectif d'un parti politique doit être celui de guider ou de conduire les populations d'un ou de plusieurs pays donnés sur la voie qui permettra à chacune de ces dimensions sociales de s'organiser librement pour produire ceux dont les deux autres dimensions exigent ou réclament d'elle. La finalité globale est d'aboutir à la réalisation d'un mieux-être des membres de la Société que nous qualifierons désormais de "Communauté" en toute sécurité physique et morale.

La seule voie acceptable, pour parvenir au pouvoir, doit être des élections organisées selon des critères définis par la Communauté et acceptés par les membres de cette Communauté. Le parti politique qui arrive au pouvoir est tenu de faire mieux que ses prédécesseurs ou, à tout le moins restructurer certains de leurs programmes afin d'atteindre durablement les perspectives d'émergence et ou de développement Toute action contraire entreprise serait un lecteur né trahison vis-à-vis de la confiance obtenue de part du peuple électeur et ou une trahison de la République.

La condition nécessaire pour qu'Un Parti politique puisse appliquer correctement son programme politique est qu'il dispose du pouvoir exécutif et du contrôle du pouvoir législatif, sinon, il ne peut être tenu pour responsable des conditions de vie des populations pendant la période de sa gestion publique de la Société.

## **2- L'ENJEU**

Diriger un pays c'est coordonner les actions collectives et individuelles de toute la population avec l'objectif principal de lui assurer un mieux-être. Dans la majorité de cas, la coordination des actions seule ne suffit pas, sans une sensibilisation massive des citoyens pour leur émancipation afin d'atteindre les objectifs fixés de façon efficiente et durable.

Pour que le Parti puisse entreprendre des actions politiques il lui faut nécessairement disposer des informations et des connaissances sur les dimensions sociales que nous avons évoquées ci-haut.

Pour mener avec succès cette noble et difficile tâche, les responsables du Parti doivent maîtriser toutes les informations relatives aux populations, aux Communautés Humaines et aussi des connaissances universelles et surtout des interactions qui existent entre ces composantes dans un monde en perpétuelle dynamique.

Un programme politique doit répondre aux questions de savoir ce qu'est l'Homme? Quels sont ses besoins? Et le comment les satisfaire?

De la valeur des réponses découlera celle des résultats des actions des Responsables d'Etat. Tous ceux qui ont eu à diriger un Etat et ceux qui prétendent le faire, étaient-ils en mesure de répondre positivement à ces questions? En d'autres termes, avaient-ils les capacités morales et techniques pour diriger convenablement un Etat?

Nous devons tenter de répondre à ces questions tout en précisant que ce Programme du FRONT PATRIOTIQUE POUR LA JUSTICE ET LE DEVELOPPEMENT – FPJD IHSANI n'est qu'un programme politique succinct, des ouvrages bien spécialisés existent dans beaucoup de pays et de bibliothèques. Les personnes intéressées par cette réflexion peuvent y recourir pour avoir le détail des réponses que nous donnerons ici.

Ainsi pour répondre de manière schématique et succincte commençons par utiliser l'histoire afin de rechercher les sources des besoins de l'Homme et de la Communauté en général.

## **3 - LES DONNEES UNIVERSELLES**

### **3 - 1 Par rapport aux objectifs d'une Communauté.**

Le Monde, c'est à dire les cieux et la terre, objet de préoccupation permanente de l'Homme, et ce dernier n'ont pas toujours existé. Tout ce qui peut être observé, touché ou senti a été créé à un moment donné de l'histoire Divine. En outre, les Hommes n'ont pas toujours vécu en Communauté ni toujours accepté de se donner des dirigeants. C'est ainsi que tout fait social, qu'il soit culturel, politique et économique, dont l'existence est constatée, a des causes absolues!

Nos manières de vivre, nos joies, nos peines et nos vœux ont des causes! Ces causes connues ou pas ont également une origine et une explication avec plusieurs niveaux de profondeur.

A la fin de ce long voyage que constitue la recherche des causes, des raisons ou des origines des faits sociaux, les Hommes se sont partagés en deux groupes principaux. Certains ont trouvé des fondements religieux à la base des explications, d'autres n'ont vu que des fondements naturels et palpables. Les premiers ont rétorqué aux derniers qu'ils doivent accepter que ces "choses palpables" qu'ils veulent opposer à la religion ne soient pas spontanées mais créées. Elles sont par conséquent des œuvres d'un Créateur palpable ou pas.

Les partisans du fondement religieux sont convaincus qu'à la base de tout l'Univers existe un Seul et Unique Planificateur, Concepteur et Créateur.

Ce Seul Responsable de Tout, qualifiable **d'Absolu** et que les musulmans appellent Allah et autre nom pour d'autres croyances est considéré comme Le Maître de toutes les sciences sans exception. C'est Lui qui donne le commencement à toute création et qui a l'explication parfaite de Tout. Tout succès dans une entreprise est soumis à Sa volonté, à Ses lois qui doivent être connues pour être prises en compte par tous et dans tout. Celles-ci expliquent la science et codifient les règles sociales globales et particulières.

C'est à ce point d'analyse très précis que des divergences apparaissent entre les dirigeants des Communautés d'une part et entre les membres d'une même Communauté d'autre part.

Pendant que les responsables de certaines Communautés encouragent à la compréhension et au respect des lois divines, des responsables d'autres Communautés font l'inverse. Ils prennent des dispositions juridiques pour que références ou inspirations ne se fondent pas sur ces lois divines. Ils recommandent de ne pas associer Allah au fonctionnement de la Communauté. Lors de leurs prévisions économiques ou d'autres natures et dans leurs actions sociales ils ignorent Allah ou Le négligent.

Une troisième catégorie de responsables emprunte une voie mitigée en reconnaissant l'existence de l'Absolu tout en demandant aux membres de la Communauté de n'en faire que l'objet des préoccupations individuelles et personnelles. Elle estime toute référence aux lois divines comme l'emprunt d'une voie qui conduirait à l'obscurantisme, au fanatisme, à l'irrationnel, voire au "non- développement" de la Communauté. Cette troisième catégorie de responsables est convaincue que la foi découle des pensées ou des comportements négatifs contre lesquels il y a lieu de protéger à tout prix la Communauté! Etc. Elle va jusqu'à prévoir des lois qui puniraient les personnes et les organisations politiques qui parleraient publiquement de la religion.

Quel que soit le groupe auquel nous appartenons, nous devons accepter que l'organisation et les actions de toute communauté ont comme une cause principale : la nécessité de satisfaire les besoins de ses membres. Elles visent la recherche des meilleurs moyens de survie, la satisfaction des désirs édictés par la culture. Ces besoins collectifs ou individuels, apparaissent à certains individus comme spontanés ou naturels.

Parmi les sources de besoins dont la satisfaction est recherchée par l'organisation politique de la Communauté, il faut citer la coopération officielle ou informelle entre ces communautés voisines ou lointaines. Ces autres besoins constituent de nouvelles raisons ou causes pour une Communauté pour entreprendre de nouvelles actions sociales. Ces dernières sont de nouveaux faits qui faciliteront ou alourdiront les actions sociales globales de l'une ou de l'autre des communautés en coopération. Ces actions sociales peuvent constituer dans certains cas une source de conflit ou de divergence d'intérêts à l'intérieur d'une des Communautés en coopération

ou avec des communautés tierces.

Dans le cadre de la gestion d'un état, toutes ces interactions sociales doivent être sous le contrôle des responsables de l'Etat. Leur assainissement et leur contrôle conditionnent le bien-être de la Communauté et de ses membres.

La diversité des causes de l'apparition des besoins d'une Communauté ou ceux de certains de ses membres rendent mouvants ou évolutifs ses besoins. Pour cette raison, aucun responsable d'une Communauté ne peut déclarer avoir atteint tous ses objectifs nationaux ou Communautaires. C'est ainsi qu'aucun État ne doit se qualifier de développé, car il ne peut se prévaloir d'avoir satisfait à tous les besoins de sa Communauté.

**3 - 2** Par rapport au système directeur ou à la forme de la structure de mobilisation des membres de la Communauté.

A quel type d'organisation sociale faut-il faire recours pour faire participer les membres d'une Communauté à la satisfaction de leurs besoins ?

Plusieurs formes d'organisation sociale ont existé de par le monde. Aux deux extrêmes de cet ensemble de systèmes se trouvent l'Anarchie et le Communisme. Autrement dit, les systèmes vont de la liberté totale d'action pour chaque individu à l'absence totale de liberté pour cet individu. Tous les autres systèmes politiques se situent entre ces deux points opposés,

Les systèmes politiques qui se situent au milieu de ce "segment" sont qualifiés de Centristes, ils représentent le point de rencontre de la courbe des libertés ou de manque de liberté d'action individuelle avec la courbe de la satisfaction individuelle ou collective des besoins.

Le système politique idéal serait celui qui donnerait le maximum de liberté aux individus et le maximum de satisfaction à la Communauté!

Jusqu'aujourd'hui aucune théorie humaine n'a pu répondre avec succès à ces exigences. Chaque jour de nouvelles lois sont adoptées, certaines modifiées ou abrogées dans le but d'avoir des dispositions juridiques dont les effets mèneront à cet équilibre. Cependant ce point d'équilibre est en perpétuelle dynamique due au fait que toutes les "choses" sociales ou naturelles sont évolutives et exigent une adaptation par rapport à leurs nouveaux environnements écologique, culturel, économique, politique.

Ceux qui acceptent l'existence d'un Planificateur Universel, Créateur et Connaisseur de Tout, laissent l'initiative des lois à Celui-ci et prennent comme Constitution Nationale Ses Consignes contenues dans le Livre Saint. Ce Livre a l'avantage d'être inaltérable. Aucune des milliers des lettres qui le constituent ne peut être remplacée ou supprimée. Il est le même que lisent toutes les générations depuis plus de 1400 ans. Sa connaissance et sa compréhension par tous se trouvent ainsi facilitées.

Les autres types de responsables qui refusent de considérer les lois divines comme des dispositions constitutionnelles sont contraints d'écrire et de modifier perpétuellement les Constitutions qu'ils se donnent, qu'il faudrait populariser après chaque amendement, avec tous les risques de ne jamais être bien connues par toute la Communauté.

C'est ainsi donc que les uns pensent avoir une voie éclairée qui ne cherche qu'à être suivie et les autres organisent sans cesse des réunions et des enquêtes à la recherche de la meilleure

Constitution Nationale.

## **Bref !**

Depuis des siècles, voire des milliers d'années, cet exercice fastidieux est entrepris par des individus et des Communautés. Certains ont fini par faire triompher leurs peuples contre les difficultés de plusieurs ordres, d'autres ont échoué et, certainement, au prix de sanctions douloureuses. Les faits et gestes de tous ceux-ci ont été recensés et analysés par d'autres hommes et femmes. Des théories considérées comme valables ont pu être dégagées et des sciences se sont construites à partir des enseignements obtenus. Aujourd'hui il existe des tonnes de recherches, sous forme de livres, de cassettes, des CD audio et vidéo, qui traitent amplement des Systèmes et des Types d'Organisations des Communautés Humaines et des moyens de développer celles-ci, voire de développer la planète !!

Nous pouvons déclarer que pour diriger convenablement une Communauté, les informations sont aujourd'hui disponibles. Mais le fameux équilibre ne peut être encore atteint. Certaines de ces informations acceptées rigoureusement dans une Communauté sont refusées avec autant d'ardeur dans d'autres. Des conflits mondiaux ont vu et continuent de voir le jour à cause des divergences de ces points de vue. Des considérations égoïstes ou passionnelles sont à l'origine de ces conflits.

Ces théories dégagées par les scientifiques sont regroupées en sept systèmes principaux: Capitalisme, communisme, socialisme, conservatisme, social-démocratie, autogestion et Islamisme. A cette liste peuvent être ajoutée une dizaine de système-synthèses comme le Livre vert de Kadhafi, la Révolution silencieuse le livre par le Président Erdoğan de la Turquie, le Système de la Société de Développement, cher au Feu Général Seyni Kountché, ancien Chef de l'Etat du Niger, en ce qui concerne les Nigériens.

Le classement des systèmes se fait à partir des modes de production et de distribution du revenu national. Cette conception peut être rejetée parce qu'elle se repose principalement sur les dimensions économiques de la Société et néglige les dimensions culturelles et politiques des actions et des résultats obtenus.

D'après les œuvres élaborées par les historiens et les sociologues, il doit être accepté qu'à l'image de l'individu, une Communauté vit bien ou mal et meurt. Son besoin de survie et de développement (progression sans cesse de l'amélioration de toutes ses dimensions) interpelle ses membres et plus particulièrement ceux qui ont la charge d'orienter, de guider et d'organiser les actions de tous les membres de la Communauté.

Tout Parti Politique soucieux de l'émergence de sa communauté doit concevoir des projets de développement conformes à ses préoccupations à court, moyen et long termes pour servir de façon à lui procurer des conditions de vie loin de certaines précarités.

Les Etats ou les Sociétés, à l'image des individus, présentent des lacunes que l'action de développement cherche à combler. Si tous les états étaient totalement semblables, la solution aux problèmes de développement de l'un aurait servi à résoudre les problèmes de développement de l'autre. Mais les sociétés, comme les individus, sont différentes. Si des ressemblances entre les Communautés devaient exister, elles ne seraient que partielles.

Cette absence réelle de ressemblance absolue d'un état par rapport à un autre, exige que ces théories appelées systèmes politiques, soient adaptées à chacun des états. La réussite ou l'échec dans l'application d'un système politique dans une Communauté donnée dépend d'une part de la valeur accordée aux faits universels dans les dimensions culturelles de cette Communauté et d'autre part de la capacité pédagogique des dirigeants à adapter leur système politique aux besoins exprimés par les dimensions culturelles de cette même Communauté.

La non-adaptation d'une théorie politique aux besoins d'une communauté peut engendrer des crises sociales. Le goulot d'étranglement, parfois invisible, vient du fait que lorsqu'une crise sociale est culturelle, les dirigeants s'en préoccupent moins que si elle était économique ou politique.

Heureusement pour des pays comme le Niger, les besoins de correction se font plus sentir au niveau des dimensions économiques qu'au niveau des dimensions culturelles. Les défaillances des dimensions politiques, principale préoccupation des élites nigériennes aujourd'hui, posent moins de difficultés que les exigences économiques.

Soulignons de nouveau, que face aux influences étrangères, les dimensions culturelles d'une communauté sont plus résistantes que les dimensions économiques et politiques. La culture, domaine d'intervention privilégié du Créateur, est souveraine et source de souveraineté. Elle n'est transformable qu'à très long terme et demeure indestructible. Si cette transformation se produit, elle engendre des effets pervers sur les systèmes politique et économique.

L'erreur ou la faute fondamentale de certains colonialistes était d'avoir fait fit de ces lois sociales.

#### **4 - LES DONNÉES NIGÉRIENNES**

Le Niger est un fait de l'homme et un fait politique. Sa représentation géographique est le résultat de la colonisation française.

Sa culture actuelle se développe dans le respect et l'application des règles de l'Islam, sciences et culture énoncées par le Concepteur et le Créateur de l'Univers. Cette réalité date de plusieurs siècles, bien avant la colonisation qui a insisté dans l'imposition d'une nouvelle culture.

Cependant le système politique du Niger est la copie exacte de celui de sa métropole française. L'attitude politique officielle du Niger est dictée par la classe d'élites bureaucrates formées à l'école coloniale et néocoloniale ce qui reflète ce permanent déphasage ne tenant pas suffisamment en compte les réalités de sa population.

Le système économique du Niger lui aussi n'échappe nullement à l'influence notable du système économique du colonisateur, sans le succès de ce dernier pour les raisons développées ci-haut dans ce texte. La situation économique nigérienne est la résultante des actions de tous les responsables d'état qui se sont succédé au Niger depuis des décennies.

La Communauté Nigérienne a sa culture propre, c'est à dire son jugement de valeur propre, d'où elle devait être libre de pouvoir créer son propre environnement politique et économique afin de répondre correctement à ses seules exigences sociales et à celles-ci seulement.



Cette Communauté nigérienne a ou devrait avoir, en outre, le droit de s'inspirer des lois universelles pour se doter de lois mieux appropriées prenant en compte ses réalités. Cette culture ne doit ni ne peut répondre parallèlement aux besoins de la culture du colonisateur.

Ce travail de recherche et d'adaptation des lois universelles aux besoins sociaux nigériens est la raison de la création du Parti FRONT PATRIOTIQUE POUR LA JUSTICE ET LE DEVELOPPEMENT.

**Le Parti FRONT PATRIOTIQUE POUR LA JUSTICE ET LE DEVELOPPEMENT**  
S'engage, avec la confiance citoyenne nigérienne selon une démarche participative à trouver des solutions aux problèmes liés au sous-développement permanent du Niger. Ce parti dispose d'ores et déjà des informations suffisantes pour déclencher le processus social pouvant conduire au développement global du Niger.

Le fait que notre parti s'exprime comme il le fait maintenant, n'est-il pas un début de preuve de l'existence de sa capacité de faire redresser les choses?

LE FRONT PATRIOTIQUE compte exécuter son programme en trois phases:

- Redynamiser les cultures nigériennes,
- Définir le système politique nigérien le plus proche de la réalité nationale,
- Et enfin concevoir et exécuter des plans d'actions économiques rénovatrices et porteuses de grandes valeurs ajoutées pour l'émergence du Niger.

Les fondateurs du Parti FRONT PATRIOTIQUE n'auraient pas fondé ce Parti si l'un des deux partis qui existaient, avant sa création, avait une idéologie semblable à la sienne. La configuration de ces deux partis politiques ne laissait entrevoir aucune possibilité d'amener leurs responsables à accepter la modification de leurs programmes politiques pour tenir compte des considérations idéologiques développées ci-haut, seule voie pour susciter un développement global approprié et durable du Niger.

Dans leur recherche de solutions pour développer le Niger, les partis politiques légalement reconnus avant la création du Parti FRONT PATRIOTIQUE, n'ont pas tenu compte des réalités culturelles du Niger et des Nigériens. Ils ont privilégié les environnements économique et financier que FRONT PATRIOTIQUE considère comme les derniers maillons de la chaîne sociale de la Communauté Nigérienne.

Les problèmes économiques que privilégie la majorité des partis politiques ont comme remèdes principaux les billets de banque, pièges et source de déséquilibre social, fabriqués par l'homme et support de la stratégie de Satan.

La solution à ce type de problèmes peut ne pas conduire à la satisfaction des besoins de la Culture, seuls objectifs pouvant assurer le bien être moral et physique de la population, le sous-développement étant le résultat d'une crise culturelle. C'est à dire l'incompatibilité entre la mentalité du peuple nigérien et la réponse offerte par les dimensions politiques et économiques.

Ces crises ne peuvent être résolues qu'à travers la communication inter et intra-communautaire. Cela nécessite le dialogue entre les gouvernés et les gouvernants, la conscientisation et la sensibilisation des Responsables modernes de la Communauté et celles des gouvernés, car ce sont eux qui gouvernent à contrecourant. Aucune action mécanique ou isolée ne peut y remédier. Il s'agit d'adapter la mentalité des gouvernants à celle des membres de la Communauté, ce sont eux les extravertis, adeptes d'une autre culture, celle des Français.

Pour illustrer l'impuissance des seules solutions financières à assurer un développement global harmonieux, il peut être fait remarquer que le Niger peut avoir une physionomie neuve et super moderne en peu d'années si des milliards de dollars étaient injectés. En effet aucune raison de recherche des richesses pour l'épanouissement individuel ne saurait éloigner la majorité des Nigériens en alternant leur croyance ou à remettre en cause ses valeurs de solidarité sociale et ses liens de parenté familial et de cousinage fruit de long parcours historiques.

Comment se posent les problèmes de développement au Niger et quels sont les résultats à attendre des actions du FRONT PATRIOTIQUE ?

Le parti FRONT PATRIOTIQUE POUR LA JUSTICE ET LE DEVELOPPEMENT aurait répondu facilement et concrètement à ces deux questions s'il n'était pas conscient de l'existence de ses adversaires idéologiques. Toute réponse qu'il donnerait pourra être utilisée contre son programme, donc contre l'intérêt potentiel du Niger. L'exposé si exhaustif ci-dessus qui vient donne une réponse nette.

Ci-dessous nous nous contenterons de citer les difficultés que rencontrent les Nigériens et les intentions d'actions de notre Parti. Nous nous abstenons, pour des raisons stratégiques, d'expliquer comment ces difficultés se posent et comment notre Parti leur y mettra fin.

Nous déclarons solennellement que le parti FRONT PATRIOTIQUE s'engage à apporter, des solutions aux problèmes de précarité quotidienne auxquels font face les citoyens nigériens et aussi des africains à l'échelle supra nationale dont les principaux se résument comme suit :

1. La quasi-absence des soins médicaux appropriés,
2. La sous-alimentation et la malnutrition récurrentes,
3. L'analphabétisme,
4. L'insuffisance de logements,
5. L'inconscience et l'incivisme nationaux, source réelle du sous-développement.

De même que le développement industriel et de défense nationale ne sont pas moins importants, mais ils ne figurent aux priorités nationales stratégiques qui peuvent se dresser au moyen ou long terme selon la stabilité de la zone. Sans une politique culturelle renforcée ces deux préoccupations le Niger se verraient déposséder de ses faibles acquis post coloniaux.

Si le programme des autres partis politiques exprime à peu près les mêmes préoccupations que celles énoncées par FRONT PATRIOTIQUE, la démarche pour apporter la solution est sûrement très différente. Le jugement de valeur porté aux différentes données sociales nigériennes par notre Parti est totalement opposé à ceux des autres Partis politiques.

## **II- DÉCLARATION SCHEMATIQUE ET SUCCINCTE DES ACTIONS ENVISAGEES**

En conséquence des déclarations qu'il a faites, le Parti FRONT PATRIOTIQUE énumère ci-dessous ses intentions d'actions pour un développement global de la Communauté Nigérienne, et cela, en respectant les lois et règlements en vigueur au Niger (lois et règlements qu'il modifiera ou abrogera dès qu'il sera au pouvoir) d'une part d'autre.

D'une manière globale, le Parti FRONT PATRIOTIQUE envisage entreprendre des actions tant au niveau national qu'au niveau international. Cependant, le programme ci-après, ne traitera que des actions que le Parti compte entreprendre, au niveau de l'administration publique, structure motrice et essentielle pour lancer le développement au Niger.

### **1. LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU PARTI**

- Attachement à la forme républicaine de l'Etat,
- Respect de la souveraineté du peuple et de sa foi religieuse,
- Respect des règles de la démocratie et du caractère sacré et irréversible de l'Unité Nationale.
- Défense des libertés fondamentales et des droits de l'HOMME,
- Proscription de l'intolérance, du régionalisme, de l'ethnocentrisme, du racisme, de la xénophobie et du recours à la violence sous toutes ses formes.

### **2. L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, MOYEN D'ACTION PRIVILÉGIÉ DANS LA COMMUNAUTÉ.**

L'administration publique est le seul cadre social dont dispose le pouvoir politique au pour initier, mettre en place, organiser et contrôler les actions de développement et de sécurité. D'autres structures doivent être créées pour permettre à la Communauté de réaliser ses ambitions économiques et culturelles.

L'un des reproches fondamentaux vis-à-vis de l'Administration publique est son inadéquation à faire réaliser les profondes des populations nigériennes. Cette faiblesse est la cause récurrente des erreurs dans la prise des mesures juridiques et techniques pour rationaliser les décisions tendant à atteindre ces objectifs.

Les conséquences des actions coloniales et post coloniales sur l'agriculture nigérienne l'ont axée sur les exportations des cultures de rente (surtout arachide) avec comme objectifs le gain des revenus lors des échanges tout en négligeant les priorités des besoins alimentaires quotidiens.

A la suite des changements des régimes dû aux interventions militaire le Niger adopta en 1980 le premier programme d'ajustement structurel promouvant la libéralisation des échanges sous la pression des institutions de Breton Wood avant de signer les traité de l'Organisation Mondiale du Commerce en 1996.

Ainsi cette évolution à détourner les producteurs nigériens à profiter des avantages absolus et ou comparés promus par les pionniers des théories des échanges clamant "qu'il y'ait gain via les échanges".

En effet le Niger, est devenu net importateur y compris de ses produits alimentaires. A cela, s'ajoute le désintéressement de l'administration publique dans l'encadrement des producteurs en leur confiant à des Organisations Non-Gouvernementales de tout genre.

Enfin il faut noter malgré les efforts jusque-là consentis, une insuffisance des infrastructures rurales éléments essentiels pour l'écoulement des produits agricoles sur les marchés hebdomadaires ruraux.

Pire recensement on assiste à une expropriation des terres agricoles au profit des investisseurs étrangers d'où des producteurs délaissés sans terre et sans mesures de dédommagement bien clarifiées. Cela révèle de façon notoire le caractère caduc de notre politique foncière et ou l'inadéquation de notre système de règlements des conflits fonciers non seulement entre les producteurs ruraux mais aussi le rôle de propriétaire de terre entre l'Etat et les producteurs ruraux.

Sur le plan sanitaire des difficultés dans l'accès aux premiers soins demeurent un rêve aux citoyens nigérien surtout ceux de milieux ruraux.

Pour faire face à ces différents problèmes, la forme actuelle des Ministères n'y répond pas. Les ministères, organes centraux de conception et de contrôle des actions nationales de la Communauté, doivent cibler les problèmes essentiels et avoir des appellations qui reflètent leurs objectifs. Exemple:

- Ministère de Développement Rural (regroupant par exemple agriculture, élevage, eaux et forêts, environnement et hydraulique avec des directions relatives à chaque domaine incluse dans l'organigramme dudit ministère),
- Ministère de l'éducation National (regroupant l'enseignements Primaire, Secondaires, Professionnel, Supérieur, langues Nationales etc...)
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité,
- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération,
- Ministère des Affaires Religieuses,
- Ministère de la Santé Publique,
- Ministère de la Défense Nationale,
- Ministère de Famille et de la Politique Sociale,
- Ministère de l'Economie et Finance,
- Ministère de la Jeunesse et Sport,
- Ministère de Mine et Energie,
- Ministère du Commerce et de l'Industrie,
- Ministère du Transport et de la Communication,
- Ministère de la Culture et du Tourisme,
- Ministère de l'Urbanisme et du Développement,
- Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
- Etc.

Cela aura l'avantage de circonscrire les problèmes de la Communauté et de leur apporter des solutions appropriées.

Au moment de la rédaction de ce texte, il est à déplorer que plus de la moitié des ministères ne s'occupent que très indirectement du développement national proprement dit. Ceux qui peuvent être considérés comme destinés à cette fonction sociale n'atteignent que partiellement leurs objectifs. En voici quelques exemples :

- Les Ministères du commerce et de l'industrie, des mines, du transport, des Affaires Étrangères et celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, n'ont aucune implication directe sur le système de production de plus de 90% des Nigériens (agriculteurs, éleveurs, artisans).

- Les Ministères chargés de la Jeunesse, du Sport et de la Culture d'aujourd'hui ne s'occupent ni de tous les jeunes, ni de tous les sports, encore moins de toute la culture. Il ne s'occupe que de certains sports et de quelques centaines de jeunes citadins. Les travaux sur la culture qu'effectue son Ministère se limitent à la gestion de quelques maigres bibliothèques et à l'organisation de certains folklores sans réel rapport avec l'avenir des jeunes ni de celui du Niger en général. Aucune sensibilisation ni formation de jeunes n'est faite par rapport aux problèmes que ces derniers rencontrent dans la société.

- Le Ministère de l'agriculture qui est, de tous les services publics, le plus représenté dans la Communauté, n'évolue pas dans sa manière d'agir pour une meilleure production agricole et animale. Il prodigue des conseils, vend des produits phytosanitaires mais les résultats de ces actions sont médiocres. Les techniques agricoles demeurent ancestrales dans la majorité des régions. Les sols sont continuellement dégradés. Les agriculteurs sont désarmés face aux caprices des pluies. Ces derniers sont en conflit permanent avec les éleveurs à cause de l'insuffisance de zones de pâturage et des couloirs de passage du bétail.

Le Ministère de la Justice qui intervient après des tueries sauvages entre agriculteurs et éleveurs émet des sanctions qui ne sont nullement dissuasives, parce que les lois ne sont pas conformes à la réalité nigérienne.

- Le Ministère du commerce qui doit s'occuper entre autres de la commercialisation de tous les produits agricoles et animaux, ne supervise que la commercialisation d'un ou de deux produits agricoles sur les dizaines qui font l'objet des spéculations. Aucune considération notable n'est accordée au commerce des produits agricoles malgré son importance capitale dans la vie économique nationale. Ces produits procurent plus des trois quarts des revenus de la population.

Le Ministère chargé du commerce est plus préoccupé par les transactions des produits pétroliers et manufacturés étrangers que par celles des produits agricoles et de l'élevage nationaux. Des Nigériens sont formés en grand nombre chaque jour au seul profit de l'Administration publique!

Quatre grands ministères n'ont aucun rapport d'assistance avec les Nigériens qui ne sont pas agents de l'Etat. Il s'agit des Ministères de la fonction publique, des finances, de la défense nationale et des travaux publics.

En consultant le budget national, il est constaté que ces ministères en consomment presque la totalité.

Les structures sanitaires et les établissements scolaires profitent plus aux agents de l'état et aux citadins qu'à la grande majorité des Nigériens qui vit dans le monde rural.

Au vu des actions menées présentement par l'administration publique nigérienne, il y a lieu de se poser la question de savoir pour qui celle-ci a été créée ? N'est-elle pas un goulot d'étranglement au développement global du Niger?

Lorsque la Communauté nigérienne est observée le constat amer d'un accident social s'impose. Il y a d'un côté, l'administration publique et ses agents dont l'Etat s'en occupe pleinement (formation, salaires, transport, climatisation, sécurité sociale, retraite, etc.) et de l'autre côté, tous les autres Nigériens (éleveurs, agriculteurs, artisans, etc.) plus ou moins abandonnés à eux même sans formation, ni crédit logement, ni pension de retraite, etc. comme s'ils n'étaient pas des Nigériens. Le pire est que cette situation paraît normale à la grande majorité des Responsables nigériens.

Sur le plan économique, pourquoi des séminaires ne sont pas organisés à l'intention des tailleurs, des bouchers, des tisserands, des cordonniers, des vendeurs de nattes, etc. pour assurer une meilleure productivité nationale?

Sur le plan de la distribution des revenus nationaux, pourquoi seuls les salariés du circuit économique moderne ont des allocations familiales et des pensions de retraite ? Pourquoi l'Etat n'a pas créé ou suscité la création des opportunités publiques ou privées qui auraient permis à tous les Nigériens de bénéficier de ces facilités sociales ? Sous d'autres cieux cela existe bel et bien !

Pourquoi le code de famille proposé par l'Etat ne traite que des problèmes que rencontrent les femmes salariées qui vivent à Niamey ?

N'ya-t-il pas aberration, que des outils de la Communauté très efficaces, comme la Religion, soient ignorés dans le fonctionnement de l'État? Si la religion est considérée comme la drogue du peuple, ainsi que le pensent nos amis les révolutionnaires français de 1789, quelle Institution prodigue des conseils en faveur de la paix, du bien-être, de la solidarité, etc. comme le fait la Religion? Toujours pour parler de la valeur sociale de la religion à travers son rôle éducatif, culturel, civique etc. est-il possible de savoir pourquoi elle ne fait pas partie des préoccupations du Ministère chargé de la Culture?

Au Niger il est constaté que la myopie culturelle a amené les Responsables de l'Etat à mettre la Religion sous la tutelle du Ministère chargé de la police, de la garde nationale, des stupéfiants, Etc. Pourquoi est-elle considérée comme une source d'insécurité sociale ?

Aucune raison valable ne peut être fournie pour justifier la méprise exercée contre la Religion, cadre et outil le plus efficace pour lutter contre les fléaux auxquels elle est assimilée. Tous les Nigériens témoignent que la religion s'oppose sagement et efficacement à la consommation de la drogue et de l'alcool et au libertinage sexuel. N'est-elle le vrai ennemi du Sida? Est-il possible de connaître la cause du faible taux des Nigériens atteints de Sida, si ce n'est la religion musulmane ?

Si ce que nous disons est vrai, pourquoi l'Etat refuse d'investir dans le développement de la Religion ? A notre connaissance, aucune école religieuse et aucune mosquée au Niger n'est subventionnée par l'Etat. Comble de contradiction et du ridicule qui ne tue pas, cette élite nigérienne qui s'oppose à la religion n'a jamais hésité à demander le service des religieux pour être promue ou être maintenue à des postes de hautes responsabilités politiques ou administratives.

Autres constats amusants et révoltants dans le cadre religieux, sont que malgré les dispositions de la constitution qui imposent la séparation de l'Etat et de la Religion, les plus hauts responsables du pouvoir politique se font l'honneur, dans les mosquées, d'occuper toujours le premier rang des fidèles, d'avoir des moquées partout dans les institutions de l'Etat.

Rappelons ou informons les laïcs que dans la mosquée, le premier rang est réservé à ceux qui y viennent les premiers et à ceux qui peuvent diriger la prière au cas où l'Imam serait pris par un malaise au cours de la prière ou corriger une erreur qu'il commettrait lors de la récitation des versets!

Puisqu'ils aiment tant le premier rang, qu'ils se bousculent pour faire des dons de tapis ou de nattes à ces mosquées ?

Voilà quelques-unes des défaillances de la classe dirigeante de la Communauté Nigérienne.

La majorité des agents de l'Etat a un comportement antisocial donc anti- développement, leur origine raciale ou biologique est-elle différente de celle des autres Nigériens ? Sont-elles des personnes venues d'une autre planète? Des Superman ?

Non! Ils sont les fils de ces populations nigériennes laissées pour compte. Ils sont victimes de l'éducation coloniale, c'est-à-dire produits de l'assimilation à une communauté dont la culture est totalement différente de la leur. Cette élite se considère comme l'héritière du colonisateur et les seules personnes à avoir droit à tous les privilèges du seul fait qu'elles sont agents de l'Etat.

Voilà une des conséquences néfastes d'un "plaquage" aveugle du sens culturel d'une Communauté sur celui d'une autre. Si les outils techniques du développement d'une communauté semblent être transportables vers une autre, les valeurs culturelles ne le seront jamais sans un travail d'adaptation conséquent.

La Communauté nigérienne peut-elle se développer sans casser ce mur qui empêche à l'administration publique d'entendre la voix du Peuple ne ? La réponse est Non.

Pour créer le dialogue indispensable entre l'administration publique, ses responsables et la population nigérienne, le Parti FRONT PATRIOTIQUE entreprendra, des actions sur le plan culturel, sur la politique nationale et internationale, sur l'économie, la santé, l'éducation, la formation, l'environnement, etc.

### **3. LES ACTIONS A ENTREPRENDRE**

#### **3 – 1. SUR LE PLAN CULTUREL**

Par rapport aux dimensions culturelles, les principales actions que le parti FRONT PATRIOTIQUE compte entreprendre sont les suivantes :

- Revalorisation et consolidation des essences culturelles fondamentales régissant profondément le sens collectif de la Société Nigérienne.
- Création des liens directs, étroits et actifs entre les responsables dits "traditionnels" et ceux représentant l'Etat, à travers de nouvelles institutions à concevoir.

- Recherche sur le passé réel de toutes les communautés constituant la grande Communauté nigérienne.
- Inventaire et développement du patrimoine culturel et artistique nigérien.
- Développement et rationalisation de tous les éléments culturels de la nation dans leur diversité et dans leur complémentarité.
- Assainissement et consolidation de particularités culturelles de chacune des communautés nationales à travers les institutions et les organisations existantes et celles à créer.
- Développement d'échanges culturels et artistiques entre les circonscriptions administratives afin d'aboutir à une prise de conscience nationale et à l'acceptation par tous les Nigériens de l'Unité de destin.
- Création et développement des musées régionaux.
- Développement des productions musicales et des jeux comme nécessité culturelle, moyen récréatif, sources de revenus et facteurs d'unité nationale.
- Revalorisation des sports individuels, collectifs et de masse comme éléments culturels et moyens d'amélioration de la santé et du développement global du pays.
- Coopération culturelle avec tous les Etats en vue de revaloriser l'HOMME et de le protéger contre les effets négatifs de l'évolution technique et industrielle et de la monétisation des rapports familiaux, nationaux et internationaux.

### **3 - 2 SUR LE PLAN DE LA POLITIQUE NATIONALE**

Les dimensions politiques sont celles qui intéressent le plus l'élite nigérienne. C'est le domaine où les gesticulations sont les plus grandes et visibles. C'est en effet la seule voie, par laquelle certains individus peuvent utiliser pour satisfaire leurs besoins égoïstes, ceux de s'enrichir sans souffrir.

Contrairement à la conception que se font les Partis politiques aujourd'hui, le domaine de la politique ne doit être qu'un cadre pour prendre des dispositions juridiques et administratives qui permettront aux membres de la Communauté de s'organiser librement et démocratiquement, pour affronter les difficultés de toute nature, afin de créer des structures de production de biens et de services dont la Communauté a besoin.

Pour changer fondamentalement le système politique nigérien, le parti FRONT PATRIOTIQUE a l'intention d'entreprendre les opérations ci-dessous :

- Utilisation des langues nationales comme langues officielles de l'Etat,
- Sauvegarde et consolidation de l'Indépendance, de l'Unité et de la Solidarité nationales par:



- Le respect et l'application d'une justice nouvelle qui répond aux réalités nigériennes, dans un état de droit et de démocratie,
  - Le développement harmonieux de toutes les régions du pays,
  - Le développement des moyens d'information de tous les Nigériens pour pouvoir juger la chose publique et les événements internationaux,
  - La formation des populations par rapport au civisme, à leurs rôles sociaux en général et à leurs rôles politiques en particulier,
  - L'adoption des dispositions juridiques qui empêcheraient les fraudes électorales,
  - La Conscientisation nationale afin d'éviter que les partis politiques ne constituent de nouvelles ethnies et divisent négativement les Nigériens.
- Participation optimale de toutes les couches sociales au développement du pays par l'utilisation des structures de développement présentes et futures.
  - Revalorisation, rationalisation et dynamisation de la chefferie traditionnelle,
  - Mise en place des organisations populaires permettant à toutes les populations de participer à la gestion du pays,
  - Respect absolu de la Constitution nationale qui existe et préparation de sa révision en profondeur, conformément aux vœux de tous les Nigériens sans aucune discrimination. (FRONT PATRIOTIQUE POUR LA JUSTICE ET LE DEVELOPPEMENT - FPJD IHSANI) a déjà eu à exprimer son refus de la troisième Constitution à cause des dispositions des articles : 3, 4, 6, 9, 10, 41, 117 (malgré les dispositions des articles 118 et 119), 123 et 124.
  - Instauration et défense de la démocratie comme règle du fonctionnement de toutes les institutions politiques,
  - Moralisation de la vie publique et instauration de la transparence et de la rigueur dans la gestion des affaires de l'Etat,
  - Assainissement de l'Administration publique par l'éradication des maux dont elle souffre, en particulier:
    - Le laxisme,
    - Le centralisme administratif excessif
    - La corruption,
    - Le népotisme,

- Le favoritisme,
- Le régionalisme,
- Le sectarisme,
- La division ou le regroupement des agents d'une même structure administrative par parti d'appartenance,
- Réforme de l'Administration et du système judiciaire afin de mieux servir toutes les populations concernées,
- Respect des corps militaires et de sécurité nationale conformément aux dispositions de la Constitution nationale,
- Soutien et encouragement matériel et moral des organisations syndicales et apolitiques de masse, qu'elles soient rurales ou urbaines, paysannes ou ouvrières, scolaires ou universitaires, militaires ou des forces de sécurité,
- Création de nouvelles structures et amélioration de celles qui existent pour responsabiliser davantage les communautés urbaines et rurales,
- Sauvegarde de l'intégrité et de la sécurité du territoire, sans exclure toute entreprise d'intégration régionale et sous régionale qui ne porteraient pas atteinte aux intérêts nationaux,

### **3 - 3 SUR LE PLAN DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE**

- Attachement aux principes et aux chartes de l'U.A et de l'ONU,
- Affirmation de l'identité nationale,
- Défense des intérêts fondamentaux de la Nation et expression de la Souveraineté Nationale dans tous les rapports de coopération, d'amitié et de fraternité avec tous les Etats et les Organisations Internationales.
- Exercice de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles du sol et du sous-sol,
- Recherche de l'indépendance politique, économique, financière et alimentaire,
- Attachement aux principes de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation,
- Coopération avec tous les Etats et les Peuples indépendants, épris de paix, de liberté et de justice, sur la base des principes d'égalité et d'intérêts réciproques,
- Développement de la fraternité et de la solidarité entre tous les peuples sans distinction de race et de système politique,
- Attachement aux principes de non recours à la force pour le règlement des différends

et des conflits entre les Etats.

- Mobilisation des Etats frères et amis pour l'instauration et le développement des organisations régionales et internationales afin de garantir la paix internationale et le bien-être économique et culturel des populations de tous les pays,
- Respect de tous les accords et traités conclus librement par le Niger et ayant fait l'objet d'une diffusion dans le journal officiel du Niger,

### **3 - 4 SUR LE PLAN DE L'ÉCONOMIE**

- Inventaire et analyse objective et critique des causes réelles et profondes des difficultés économiques du Niger et proposition des solutions,
- Instauration d'une politique industrielle, artisanale, agricole, d'élevage et minière fondées essentiellement sur l'auto-organisation, l'autofinancement et l'autoproduction sans exclure l'utilisation optimale et efficiente des institutions sous régionales, régionales et internationales existantes et à créer,
- Encouragement, soutien matériel et juridique des initiatives privées individuelles et collectives favorables à la balance des paiements et à l'indépendance politico-économique du Niger,
- Exploration et exploitation judicieuses de toutes les ressources nationales du sol et du sous-sol,
- En matière industrielle, privilégier les productions en joint-venture avec des états amis en général et des états voisins en particulier. Production prioritaire des biens et services de substitution aux produits importés,
- Instauration urgente d'un système d'industrialisation des activités de production agricole et de l'élevage,
- Élaboration d'un régime foncier approprié et en faveur d'une exploitation efficiente des terres agricoles,
- Production et exportation des produits sous une forme plus élaborée et comportant le taux de valeur ajoutée le plus élevé.
- Formation de la main-d'œuvre moyennement et hautement qualifiée à travers des centres de recherche et de production industrielle nationaux et des pays amis, sans exclure l'initiation et la spécialisation des jeunes à travers le système classique de l'enseignement scolaire et universitaire,
- Équipement et utilisation optimale des institutions nationales des statistiques, d'analyse macro-économique et de prospection de nouveaux créneaux économiques et des marchés intérieurs et extérieurs,
- Élaboration et application d'une politique de rémunération incitative à une plus grande production des biens et services et à la consommation de la main-d'œuvre

publique et privée,

- Mise en place d'un système de crédit au développement culturel, agricole et familial approprié,
- Instauration des mécanismes socio-financiers privés et publics capables de construire des logements sociaux appropriés (système d'épargne-logement, location-vente ou de toute autre formule pouvant permettre à tous les Nigériens d'être propriétaires de leurs habitations)
- Codification et tarification de loyers,
- Sur le plan de la fiscalité et de l'imposition des taxes en général, observation d'une période de franchise de 10 ans afin de reconstituer les tissus industriels, artisanaux, commerciaux et bancaires nationaux par l'adoption des mesures exceptionnelles suivantes:
  - o Suppression de monopole dans tous les domaines,
  - o Importation réglementée, sans être défavorable au commerce extérieur, en fonction du plan national de développement industriel et commercial du Niger,
  - o Baisse importante des taxes douanières et de celles qui sont relatives à la création des unités de production des biens et de services,
  - o Réglementation des secteurs informels dans les domaines du commerce et de la production industrielle comportant une valeur financière notable,
  - o Faire fi des arriérés de plus d'un an et recouvrement systématique et transparent des nouveaux impôts et taxes dus par toutes les unités de production des biens et de services,
  - o Instauration d'une période de grâce contributive à la réussite des nouveaux projets individuels et collectifs, par rapport aux emprunts bancaires et aux paiements des impôts et taxes.
- Mise en place et utilisation d'un dispositif fiscal et administratif capable d'assurer la liquidation des dettes publiques et privées extérieures et la relance de manière notable de l'économie nationale,
- Priorité à l'assainissement des finances publiques et des sociétés parapubliques et privées dans le cadre du plan général de développement économique national,
- Lutte contre le chômage par des investissements nationaux et étrangers générateurs d'emplois dans les domaines miniers, commerciaux et agricoles et par la formation professionnelle adaptée aux besoins des marchés de l'emploi.

### 3 - 5 SUR LE PLAN DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

L'une des choses les plus importantes dans notre programme ;

Aujourd'hui, il est à noter que 263 millions d'enfants dans le monde n'ont pas accès à l'éducation alors qu'ils sont en âge d'être scolarisés. Cependant, l'augmentation du taux de scolarisation ne suffit pas à résoudre le problème en soi. Les difficultés qui entourent le système éducatif occupent une place importante au sein des pays développés, et aussi les pays en voie de développement comme le Niger. Les données de l'enquête PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) rappellent tous les trois ans, la nécessité de bâtir des écoles qui représentent plus que de simple établissements ou les élèves sont canalisés. Le fait que l'éducation de qualité fasse partie des objectifs à atteindre dans le cadre de << l'Agenda 2030 pour le développement durable >> signé par 193 pays lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable, est redevable de son caractère majeur au plan international.

Pourtant, il est essentiel d'œuvrer pour instaurer une vision de l'éducation qui ne définit pas seulement selon les attentes de l'enseignant dans une relation unilatérale, qui s'enrichit et s'approfondit par << l'irfan >> qui est une notion qui n'a pas de véritable équivalent dans les langues occidentales et qui est beaucoup plus englobant que des notions comme la culture et l'éducation, afin de s'enrichir des différences mutuelles plutôt que d'en provoquer l'érosion.

Dans le but de concrétiser les espoirs de paix, de justice et de développement, il faut ériger une éducation modelée par les besoins de l'avenir et non l'héritage obsolète des siècles passés, qui ne reproduit pas les inégalités, qui redéfinit les interactions et coopérations entre les cultures et qui ne considère pas les élèves comme des machines censées obéir aux ordres. Seule une telle conception de l'éducation pourrait permettre l'apparition d'un environnement apte à former des individus à la pensée libre prêts à fournir leur science pour le bien commun de l'humanité.

Le FRONT PATRIOTIQUE s'est vu octroyer le devoir de contribuer à l'instauration de ladite conception de l'éducation au Niger.

Le FRONT PATRIOTIQUE va mener des activités d'éducation et d'enseignement en prenant en compte les valeurs communes et le patrimoine humain, pourra :

- a) Créer des établissements d'enseignement de la période préscolaire au doctorat,
- b) Créer des centres de recherche, bibliothèques, laboratoires, centres culturels et artistiques, installations sportives,
- c) Développer des méthodes éducatives,
- d) Mener des activités de recherche-développement,
- e) Réaliser des publications,
- f) Créer des sites Internet,
- g) Mettre en place des programmes de formation pour les enseignants,
- h) Créer des infrastructures dédiées au logement des élèves et des enseignants,
- i) Attribuer des bourses de l'Etat,

Les organisations terroristes agissant dans le monde ont deux modes opératoires pour parvenir à leurs fins : soit elles laissent la population dans l'ignorance en empêchant l'accès à l'éducation soit elles utilisent le milieu scolaire pour disposer de militants formatés. Dans le premier comme le deuxième cas, il faut prendre conscience du danger que cela représente pour la communauté Nigérienne et internationale. Les attaques meurtrières des groupes tels que Boko Haram et l'Etat Islamique en Afrique démontrent que les individus aux cerveaux lobotomisés formés dans les établissements gérés par ces organisations terroristes ne respectent ni loi ni humanité et mis en lumière le danger que peuvent représenter pour la paix et le patrimoine humain les activités en matière d'éducation des telles organisations.

Une conception de l'éducation approfondie par « l'irfan », ne considérant pas l'éducation selon un angle mécanique, ayant saisi qu'aucun acteur du cycle éducatif ne soit fait de pâte à modeler, se fixant pour objectif l'enrichissement par les différences et non leur érosion, peut jouer un rôle central pour prévenir ce fléau.

Représentante de la tradition de « l'irfan » qui voudrait que, forts de cette richesse, les particularités régionales, nationales, culturelles et humaines puissent vivre dans la paix et la coopération, le FRONT PATRIOTIQUE agira pour que les espoirs communs de l'humanité trouvent de solides concrétisations.

Il faut ajouter :

- Analyse objective de la politique adoptée par les précédents régimes politiques dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle et universitaire,
- Évaluation exhaustive et qualitative des influences étrangères dans les programmes de l'enseignement et leurs effets réels face aux besoins de développement du Niger,
- Utilisation, à travers un programme progressif, des langues nationales dans le système de l'enseignement et de la formation à tous les niveaux,
- Mise au point des programmes d'enseignement appropriés afin de réaliser les objectifs visés par le présent programme du Parti,
- Considération équitable, par l'autorité publique, de l'enseignement appelé moderne et de celui dispensé en arabe dans tout le pays,
- Création d'un système d'autofinancement de l'enseignement là où cela est possible et responsabilisation des populations dans l'organisation, le financement et la gestion de l'éducation et de l'enseignement; l'Etat en sera le premier responsable,
- Développement quantitatif et qualitatif des structures scolaires et universitaires, ainsi que leur autogestion partout où cela est nécessaire,
- Soutien matériel et politique de toutes les structures de recherche existantes et création des nouvelles en vue d'assurer le développement technique rapide du Niger,
- Dynamisation et extension de la coopération régionale et internationale dans le domaine de l'enseignement, de l'éducation et de la recherche,
- Mobilisation, encadrement et suivi des jeunes pour éviter particulièrement

l'apparition des marginaux et des sans emploi,

- Création des structures de réhabilitation des jeunes sans emploi, des abandonnés par leurs parents et des mendiants,
- Lutte contre la délinquance juvénile, la dégradation des mœurs et la consommation de la drogue,

### **3 - 6 SUR LE PLAN DE LA SANTE**

- Vulgarisation et popularisation des moyens et des méthodes de sauvegarde de la santé pour tous les âges et tous les sexes, dans les milieux urbains et ruraux,
- Accroissement du nombre des agents de la santé de tous les niveaux et dans toutes les spécialités,
- Encouragement, dynamisation, formalisation et utilisation rationnelle des méthodes et des moyens traditionnels (pharmacopée) des soins de la santé,
- Encouragement et modernisation des structures populaires de soins existantes et création de nouvelles afin de répondre de manière appropriée aux besoins globaux de soins médicaux,
- Traitement médical équitable des nigériens, riches et pauvres, des villes et des campagnes,
- Création et développement des structures populaires pour la vulgarisation sanitaire et d'hygiène alimentaire et corporelle partout où cela est nécessaire.
- Coopération régionale et internationale dans les domaines de la recherche médicale et pour la lutte contre les épidémies,
- Vulgarisation et sensibilisation populaires pour la lutte contre le SIDA et d'autres maladies difficilement guérissables,
- Création des structures populaires d'assurance-maladie où l'Etat n'aura qu'un rôle d'assistant technique,
- Encouragement à la multiplication des points de vente des produits pharmaceutiques en milieu rural,
- Lutte contre la hausse des prix des produits pharmaceutiques,
- Instauration d'un système de paiement d'allocation familiale pour tous les employés et les producteurs de tous les secteurs économiques (administration publique et privée, agriculteurs et éleveurs, etc.).

### **3 - 7 SUR LE PLAN DE LA PROTECTION DU SOL ET DE L'ENVIRONNEMENT**

- Mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires à la sauvegarde, la réhabilitation et l'exploitation rationnelle de l'environnement végétal et atmosphérique
- Création, si cela n'existait pas déjà, d'une organisation juridique et agricole appropriée pour assurer l'utilisation judicieuse des terres afin d'assurer un équilibre agro-écologique et une autosuffisance alimentaire des populations,
- Consultation régionale et sous régionale pour la lutte contre la dégradation de la nature et pour la protection de l'espace atmosphérique,
- Formation des techniciens dans les domaines de la lutte contre la pollution criminelle, commerciale et industrielle de l'air, du sol et du sous-sol,
- Fourniture d'eau potable à toutes les populations des villes et des campagnes,
- Utilisation rationnelle des eaux du sol et du sous-sol,
- Lutte contre les déboisements à travers une politique de vulgarisation et de mise à disposition des populations des moyens non coûteux de chauffe, fonctionnant au charbon minéral, au pétrole ou au gaz. En conséquence de ces dernières dispositions, conclusion des accords régionaux et internationaux d'approvisionnement du Niger en pétrole et en gaz aux moindres coûts.

### **III – CONCLUSION**

Voilà brièvement énumérés les problèmes de développement qui se posent au Niger et que le parti FRONT PATRIOTIQUE propose de résoudre avec l'Aide et la Lumière d'Allah. Pour permettre aux militants de base de lire avec intérêt ce programme politique du Parti, il a été fait des commentaires succincts sur l'enjeu politique nigérien, la valeur de l'Homme objet et acteur de tout ce qui produit sur la planète terre, les systèmes politiques universels en application de par le Monde, le goulot d'étranglement que constitue l'administration publique face à l'autogestion du pays par les populations. Il a été insisté sur l'importance capitale de la Culture d'une Communauté dans la définition de la stratégie du développement global de celle-ci. Les Lois divines méritent respect et leur sous-estimation ou leur ignorance sous quelle forme que cela soit conduit à un échec absolu dans la recherche d'une société juste, équitable et heureuse. Qu'Allah guide, assiste et éclaire les voies au Parti FRONT PATRIOTIQUE POUR LA JUSTICE ET LE DEVELOPPEMENT – FPDJ IHSANI.

**Le président de séance**

**le secrétaire de Séance**